



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 25 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1982

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
7

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Αριθ. Φ. 0544/3127

Για την έγκριση του Πρακτικού της 4ης Συνόδου της Μικτής Ελληνογαλλικής Επιτροπής οδικών μεταφορών που υπογράφηκε στην Αθήνα στις 10.11.1981.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Έχοντας υπόψη α) τις διατάξεις του άρθρου 23 της Συμφωνίας οδικών μεταφορών επιβατών και εμπορευμάτων Ελλάδος-Γαλλίας που υπογράφηκε στην Αθήνα στις 9.4.1969 και κυρώθηκε με το 495/1970 Νομοθετικό Διάταγμα που δημοσιεύθηκε στο 76 φύλλο της Εφημερίδος της Κυβερνήσης τεύχος Α' της 31.3.1970, με τις οποίες συνιστάται Μικτή Επιτροπή προς το σκοπό της καλής εφαρμογής των διατάξεων της Συμφωνίας, β) το περιεχόμενο του υπό έγκριση Πρακτικού, αποφασίζουμε :

Εγκρίνουμε ως έχει και στο σύνολό του το Πρακτικό της 4ης Συνόδου της Μικτής Ελληνογαλλικής Επιτροπής οδικών μεταφορών που υπογράφηκε στην Αθήνα στις 10.11.1981 του οποίου το κείμενο σε πρωτότυπο στη Γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην Ελληνική έχει ως εξής :

Αθήναι, 4 Ιανουαρίου 1982.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΥΑΓΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

PROCÉS - VERBAL

de la 4ème session de la Commission mixte gréco-française sur les transports routiers internationaux

Du 9 au 10 novembre 1981 s'est tenue à Athènes la 4ème session de la Commission susmentionnée prévue par l'article 23 de l'accord entre la Grèce et la France, sur les transports routiers internationaux du 9 avril 1969.

La délégation grecque a été présidée par : M. Petros Papadakis directeur général au Ministère de la Coordination.

La délégation française a été présidée par M. Guy Jacquin, chef du service des transports de marchandises au Ministère des Transports.

Les noms des membres des deux délégations figurent aux Annexes I et II au présent procès-verbal.

Les deux Parties ont établi l'ordre du jour suivant :

1. Echange de renseignements concernant l'évolution des échanges commerciaux et du trafic routier entre la France et la Grèce.

2. Fixation du contingent.

3. Questions diverses.

Les deux délégations ont échangé des renseignements statistiques concernant les transports routiers bilatéraux entre les deux pays durant l'année 1980 et le premier semestre de 1981.

La Partie grecque a attiré l'attention de la Partie française, sur le fait que la Grèce se trouve dans une situation particulière, à savoir qu'elle est le seul pays membre de la Communauté Economique Européenne qui n'a pas de frontières communes avec d'autres membres de la Communauté. Divers Pays tiers séparent géographiquement la Grèce des autres pays membres du Marché Commun. D'autre part, les ports grecs font partie du réseau portuaire communautaire. Etant donné que le transit à travers les pays tiers susmentionnés se heurte à quelques limitations, il est opportun que ce problème soit traité comme un problème communautaire et non pas comme un problème bilatéral entre la Grèce et chacun des pays tiers en question.

La Partie française a pris bonne note de cette position grecque et a promis de la transmettre au représentant français du Ministère des Transports auprès de la C.E.E.

La Partie grecque a donné des renseignements généraux concernant le trafic de la ligne ferry-boat Volos-Syrie et a exprimé le vœu que cette ligne soit utilisée de manière plus intense par les transporteurs français.

La Partie française a assuré qu'il existe un grand intérêt pour cette ligne de la part des transporteurs français.

La Partie grecque a donné à la Partie française des informations sur un projet de mise en place d'une ligne rail-ferry qui lierait les pays européens via le port de Volos avec la Syrie.

La Partie française souhaite que cette ligne ferroviaire soit bien reliée à la France.

Il a été constaté, de part et d'autre, qu'une liaison de transroutage (RO-RO) entre Trieste et Patras serait certainement très utile aux transporteurs en même temps qu'elle traduirait bien l'idée du rattachement de la Grèce à la Communauté Européenne.

Fixation du contingent

Dans l'année 1981 le nombre de permis échangés est monté à 3.200.

La Partie française a demandé un supplément de 500 permis pour le reste de l'année 1981 et la Partie grecque a donné son accord pour le délivrer dans le plus bref délai.

Les deux Parties se sont mises d'accord pour que les permis qui expireront à la fin de décembre de chaque année soient valables jusqu'à la fin de janvier de l'année suivante.

En outre, le contingent pour l'année 1982 a été fixé à 3.500 permis.

Si la situation le justifiait en cours d'année, les délégations sont convenues de prendre contact par lettre, pour un nouvel examen du contingent.

Il a été de plus convenu que, dans le cas d'un transport en transit à travers le territoire de l'un des deux pays, effectué par un véhicule immatriculé dans l'autre pays, la délivrance d'un second permis n'est pas nécessaire afin de prendre en charge au retour des marchandises d'un des deux pays vers l'autre.

En ce qui concerne le transport vers les pays tiers, les deux Parties se sont mises d'accord pour réserver la possibilité d'utiliser chacune 30 permis du contingent annuel valant à l'avance autorisation spéciale aux termes de l'article 12 de l'accord.

Ces 30 permis porteront l'indication suivante : «valable également pour exécution d'un transport vers un pays tiers».

Questions diverses

La Partie française a signalé à la Partie grecque l'existence de la Directive Communautaire No. 1, concernant, entre autres, la libération des transports frontaliers.

La Partie grecque a déclaré à ce propos qu'une procédure réglementaire est en cours d'élaboration pour l'application de cette directive par le territoire hellénique. Elle informera l'Administration française dès que les textes seront intervenus.

La Partie française a demandé à la Partie grecque quelle était sa position au sujet de la suppression des carnets de passage en douane, ainsi que le prévoit la Convention TIR.

La Partie grecque l'a informé qu'une enquête est en cours, au sein des autorités compétentes, pour parvenir à la suppression des carnets de passage.

La Partie française a de nouveau attiré l'attention de la Partie grecque sur l'impossibilité pratique dans

laquelle se trouvent certains transporteurs français de récupérer les créances qu'ils possèdent sur certains intermédiaires peu scrupuleux. Elle estime qu'une amélioration de cette situation pourrait résulter à l'avenir d'une réglementation de la profession des transitaires et commissionnaires de transport.

La Partie grecque a pris bonne note de la déclaration de la Partie française dont elle fera part aux Autorités compétentes.

Les deux délégations se sont mises d'accord pour tenir la prochaine réunion de la Commission à Paris. La date exacte sera fixée par voie diplomatique.

La Commission se montre particulièrement satisfaite du climat de compréhension et de cordialité dans lequel se sont déroulées les conversations.

Fait à Athènes, le 10 novembre 1981, en deux exemplaires originaux en langue française.

Le Président de la
Délégation Grecque
P. PAPADAKIS

Le Président de la
Délégation Française
GUY JACQUIN

ANNEXE I

Délégation hellénique :

1. M. Papadakis, Directeur général auprès du Ministère de la Coordination, Chef de la Délégation
2. M. Angelopoulos, Directeur auprès du Ministère des Communications.
3. M. Patronas, Collaborateur juridique auprès du Ministère des Affaires Étrangères.
4. M. Dimalexis, Chef de Section auprès du Ministère des Finances.
5. Mme Catsaraki, Chef de Section auprès du Ministère de la Coordination.
6. M. Skarimbas, Economiste auprès du Ministère de la Coordination.
7. Mme Carauza, Fonctionnaire auprès du Ministère des Transports.
8. M. Christides, Chef du Service Automobiles de l'Organisation Hellénique des Chemins de Fer.
9. M. Charalampides, Représentant de la Confédération Générale des automobilistes professionnels de Grèce. C.G.P.A.G.

ANNEXE II

Délégation française :

1. M. Jacquin, Chef du service des transports de Marchandises, Ministère des transports, Chef de la délégation.
2. M. Benferhat, Direction générale des Douanes et droits indirects. Ministère de Budget - Chef de bureau des Transports et Navigations.
3. M. Garban, Représentant de l'Association Française des Transporteurs Routiers Internationaux (AFTRI).
4. M. Teysier, Représentant le SCETA.
5. M. Petit, Directeur du Comité National Routier.
6. M. Mavrovitis, Secrétaire du Poste d'Expansion Economique de l'Ambassade de France.

ΠΡΑΚΤΙΚΟ

της 4ης συνόδου της Μικτής Ελληνογαλλικής Επιτροπής διεθνών δδικών Μεταφορών

Από 9 έως 10 Νοεμβρίου 1981 έλαβε χώρα στην Αθήνα η 4η Σύνοδος της προαναφερομένης Επιτροπής, η οποία προβλέπεται από το άρθρο 23 της Συμφωνίας της 9ης Απριλίου 1969 μεταξύ της Ελλάδας και της Γαλλίας για τις διεθνείς δδικές μεταφορές.

Της ελληνικής αντιπροσωπείας προήδρευσε : ο Κ. Πέτρος Παπαδάκης, γενικός διευθυντής του Υπουργείου Συντονισμού.

Της γαλλικής αντιπροσωπείας προήδρευσε : ο Κ. GUY JACQUIN, προϊστάμενος της υπηρεσίας μεταφορών εμπορευμάτων του Υπουργείου Μεταφορών.

Τα ονόματα των μελών των δύο αντιπροσωπειών εμφαίνονται στα Παραρτήματα Ι και ΙΙ του παρόντος Πρακτικού.

Τα δύο Μέρη κατόρθωσαν την ακόλουθη ημερήσια διάταξη :

1. Ανταλλαγή πληροφοριών σχετικά με την εξέλιξη των εμπορικών ανταλλαγών και της δδικής κίνησης μεταξύ της Γαλλίας και της Ελλάδας.

2. Προσδιορισμός της ποσόστωσης.

3. Διάφορα θέματα.

Οι δύο αντιπροσωπείες αντάλλαξαν στατιστικές πληροφορίες σχετικά με τις διμερείς δδικές μεταφορές μεταξύ των δύο χωρών κατά τη διάρκεια του έτους 1980 και το πρώτο εξάμηνο του 1981.

Το ελληνικό Μέρος επέσυρε την προσοχή του γαλλικού Μέρους στο γεγονός ότι η Ελλάδα βρίσκεται σε μια ειδική κατάσταση, δηλαδή ότι είναι η μόνη χώρα μέλος της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας η οποία δεν έχει κοινά σύνορα με άλλα μέρη της Κοινότητας. Διάφορες τρίτες χώρες χωρίζουν γεωγραφικά την Ελλάδα από τις άλλες χώρες μέλη της Κοινής Αγοράς. Έξ άλλου, τα ελληνικά λιμάνια αποτελούν μέρος του κοινοτικού λιμενικού δικτύου. Δεδομένου ότι η διαμετακόμιση μέσω των προαναφερομένων τρίτων χωρών προσκομίζει σε μερικούς περιορισμούς, είναι σκόπιμο να εξεταστεί το πρόβλημα αυτό σαν κοινοτικό πρόβλημα και όχι σαν διμερές πρόβλημα μεταξύ της Ελλάδας και καθεμιάς από τις εν λόγω τρίτες χώρες.

Το γαλλικό Μέρος σημείωσε αυτή την ελληνική θέση και υποσχέθηκε να τη διαβιβάσει στον γάλλο εκπρόσωπο του Υπουργείου Μεταφορών στην Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα.

Το ελληνικό Μέρος έδωσε γενικές πληροφορίες σχετικά με την κίνηση της πορθμιακής γραμμής Βόλου-Συρίας και εξέφρασε την ευχή να χρησιμοποιηθεί η γραμμή αυτή με πιο έντακτο τρόπο από τους γάλλους μεταφορείς.

Το γαλλικό Μέρος διαβεβαίωσε ότι υπάρχει μεγάλο ενδιαφέρον για τη γραμμή αυτή εκ μέρους των γάλλων μεταφορέων.

Το ελληνικό Μέρος έδωσε στο γαλλικό Μέρος πληροφορίες για ένα σχέδιο εγκαταστάσεως γραμμής σιδηροδρόμου-πορθμίου η οποία θα συνδέει τις ευρωπαϊκές χώρες με τη Συρία μέσω του λιμανιού του Βόλου.

Το γαλλικό Μέρος επιθυμεί να συνδεθεί η σιδηροδρομική αυτή γραμμή με τη Γαλλία.

Διαπιστώθηκε, και από τις δύο πλευρές, ότι μια σύνδεση τροχαίας μεταφορής εμπορευμάτων (RO-RO) μεταξύ Τριέστης και Πάτρας θα ήταν βέβαια πολύ χρήσιμη στους μεταφορείς και συγχρόνως θα διερμήνευε καλά την ιδέα της συνδέσεως της Ελλάδας με την Ευρωπαϊκή Κοινότητα.

Προσδιορισμός της ποσόστωσης :

Κατά το έτος 1981 ο αριθμός των αδειών που ανταλλάχθηκαν ανήλθε σε 3.200.

Το γαλλικό Μέρος ζήτησε ένα συμπλήρωμα 500 αδειών για το υπόλοιπο του έτους 1981 και το ελληνικό Μέρος έδωσε την έγκρισή του να παραδώσει το συμπλήρωμα αυτό το συντομότερο.

Τα δύο Μέρη συμφώνησαν να ισχύουν μέχρι το τέλος Ιανουαρίου του επόμενου έτους οι άδειες που θα λήγουν στο τέλος Δεκεμβρίου κάθε έτους.

Έξ άλλου, η ποσόστωση για το έτος 1982 ορίστηκε σε 3.500 άδειες.

Αν κατά τη διάρκεια του έτους το απαιτήσει η κατάσταση, οι αντιπροσωπείες συμφώνησαν να επικοινωνήσουν με αλληλογραφία για μια νέα εξέταση της ποσόστωσης.

Συμφωνήθηκε, ακόμη ότι, στην περίπτωση μεταφορής τράνζιτο από το έδαφος της μιάς από τις δύο χώρες, που θα γίνει με όχημα καταχωρισμένο στην άλλη χώρα, δεν είναι απαραίτητη η χορήγηση μιάς δεύτερης άδειας ώστε να φορτωθούν στην επιστροφή εμπορεύματα από τη μιά από τις δύο χώρες προς την άλλη.

Όσον αφορά στη μεταφορά προς τις τρίτες χώρες, τα δύο Μέρη συμφώνησαν να διατηρήσουν τη δυνατότητα να χρησιμοποιήσουν το καθένα 30 άδειες της ετήσιας ποσόστωσης που θα έχουν εκ των προτέρων ισχύ ειδικής άδειας κατά τους έτους του άρθρου 12 της Συμφωνίας.

Οι 30 άδειες αυτές θα φέρουν την ακόλουθη ένδειξη : «ισχύει επίσης για εκτέλεση μεταφοράς προς μια τρίτη χώρα».

Διάφορα θέματα :

Το γαλλικό Μέρος επισήμανε στο ελληνικό Μέρος την ύπαρξη της κοινοτικής κατευθυντήριας οδηγίας αρ. 1, σχετικά, μεταξύ άλλων με την απελευθέρωση των συνοριακών μεταφορών.

Το ελληνικό Μέρος δήλωσε σχετικά με το θέμα αυτό ότι μια κανονιστική διαδικασία εκπονείται για την εφαρμογή αυτής της κατευθυντήριας οδηγίας από το ελληνικό έδαφος. Θα πληροφορήσει τη γαλλική Διοίκηση μόλις ετοιμαστούν τα κείμενα.

Το γαλλικό Μέρος ρώτησε το ελληνικό Μέρος ποιά ήταν η θέση του στο θέμα της κατάργησης των βιβλιαρίων διέλευσης από το τελωνείο, όπως προβλέπεται από την Συνθήκη TIR.

Το ελληνικό Μέρος το πληροφορήσε ότι διεξάγεται έρευνα, στους κόλπους των αρμοδίων αρχών, για να επιτευχθεί η κατάργηση των βιβλιαρίων διέλευσης.

Το γαλλικό Μέρος επέσυρε πάλι την προσοχή του ελληνικού Μέρους στην πρακτική αδυναμία στην οποία βρίσκονται ορισμένοι γάλλοι μεταφορείς να εισπράξουν τις απαιτήσεις τους από ορισμένους ασυνείδητους μεσάζοντες. Πιστεύει ότι στο μέλλον μπορεί να προκύψει μια βελτίωση αυτής της κατάστασης από μια κανονιστική ρύθμιση του επαγγέλματος των διαμετακομιστών και των παραγγελιοδόχων μεταφορής.

Το ελληνικό Μέρος σημείωσε τη δήλωση του γαλλικού Μέρους την οποία θα ανακινώσει στις αρμόδιες Αρχές.

Οι δύο αντιπροσωπείες συμφώνησαν να λάβει χώρα η επόμενη σύνοδος της Επιτροπής στο Παρίσι. Η ακριβής ημερομηνία θα οριστεί δια της διπλωματικής οδού.

Η Επιτροπή είναι ιδιαίτερα ικανοποιημένη από το κλίμα κατανόησης και εγκαρδιότητας στο οποίο εξελίχθηκαν οι συνομιλίες.

Έγινε στην Αθήνα, στις 10 Νοεμβρίου 1981, σε δύο πρωτότυπα αντίτυπα στη γαλλική γλώσσα.

Ο Πρόεδρος της Ελληνικής Αντιπροσωπείας Ο Πρόεδρος της Γαλλικής Αντιπροσωπείας

υπογρ. Π. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ υπογρ. GUY JACQUIN

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι

Έλληνική αντιπροσωπεία :

1. Κ. Παπαδάκης, Γενικός Διευθυντής του Υπουργείου Συντονισμού, Αρχηγός της αντιπροσωπείας
2. Κ. Αγγελόπουλος, Διευθυντής του Υπουργείου Συγκοινωνιών.
3. Κ. Πατρώνας, Νομικός συνεργάτης του Υπουργείου Εξωτερικών
4. Κ. Δημαλέξης, Τμηματάρχης του Υπουργείου Οικονομικών
5. Κ. Κατσάρακη, Τμηματάρχης του Υπουργείου Συντονισμού
6. Κ. Σκαρίμπας, Οικονομολόγος του Υπουργείου Συντονισμού
7. Κ. Καραούζα, Υπάλληλος του Υπουργείου Μεταφορών
8. Κ. Χρηστίδης, Προϊστάμενος της Υπηρεσίας Αυτοκινήτων του ΟΣΕ.
9. Κ. Χαραλαμπίδης, Εκπρόσωπος της Γενικής Συνομοσπονδίας Επαγγελματιών Αυτοκινητιστών της Ελλάδας

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ

Γαλλική αντιπροσωπεία :

1. Κ. JACQUIN, Προϊστάμενος της υπηρεσίας μεταφορών Εμπορευμάτων, Υπουργείο Μεταφορών, Αρχηγός της αντιπροσωπείας
2. Κ. BENFERHAT, Γενική Διεύθυνση Τελωνείων και έμμεσων φόρων - Υπουργείο Προϋπολογισμού. Τμηματάρχης Μεταφορών και Ναυσιπλοΐας.
3. Κ. GARBAN, Εκπρόσωπος του Γαλλικού Συλλόγου των Διεθνών όδικών μεταφορέων (AFTRI)
4. Κ. TEYSIER, Εκπρόσωπος του SCETA
5. Κ. PETIT, Διευθυντής της Εθνικής Οδικής Επιτροπής
6. Κ. Μαυροβίτης, Γραμματεὺς της Υπηρεσίας Οικονομικής Αναπτύξεως της Γαλλικής Πρεσβείας.